

Présentation du Rapport annuel sur l'état de la France 2022 : Changer de boussole pour sortir de l'urgence et préparer l'avenir

LE 12 OCTOBRE 2022

VIE DE L'ASSEMBLÉE

PUBLIÉE LE 11/10/2022

Saisine liée :

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE 2022 (RAEF), CHANGER DE BOUSSOLE POUR DÉPASSER L'URGENCE ET PRÉPARER L'AVENIR

Formation de travail liée : COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCES

Revoir la séance plénière

Le CESE examinait en séance plénière le mercredi 12 octobre son Rapport annuel sur l'état de la France 2022 (RAEF). Dans un contexte sanitaire, économique, politique et géopolitique bouleversé en 2022, le Rapport souligne l'importance d'aller au-delà des mesures d'urgence de court terme et formule des préconisations pour adapter la société aux impératifs économiques, sociaux et environnementaux.

Projet d'avis est rapporté par [Julia Grimault](#) (Groupe Environnement & Nature) et [David Meyer](#) (Groupe CGT) au nom de la [commission économie et finances](#) présidé par [Jacques Creyssel](#) (Groupe Entreprises).

2022 : entre un non-retour à une situation normale et le début d'une période de grandes instabilités

Le rapport annuel du CESE sur l'état de la France, élaboré dans une période de profondes incertitudes économiques et sociales, s'attache à dresser un état des lieux objectif de la France en 2022.

Crise des matières premières et crise énergétique, hausse de l'endettement public, nouveaux rapports au travail, intensification de la pauvreté, accroissement des inégalités, baisse de la confiance, changement climatique : alors que l'année 2022 ne se dessine plus comme celle du retour à la normale, mais comme le début d'une période de grandes instabilités, le rapport établit une photographie complète des enjeux économiques, sociaux et environnementaux auxquels est confrontée la société française.

Face à ces constats, le rapport formule également des propositions pour aller au-delà des mesures d'urgence, poursuivre les objectifs de long-terme, notamment liés à la transition environnementale et à la réduction des inégalités, et guider la société française vers une prospérité dans laquelle la notion de bien-être prendrait une place centrale.

Une table ronde pour débattre de ce sujet

avec notamment les interventions de :

M. Mathieu Plane, directeur adjoint du département «Analyse et prévision» de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

Mme Magali Reghezza-Zitt, du Haut conseil pour le climat (HCC)

Mme Johanna Barasz, Cheffe de projet « Action publique, société, participation » au sein du département « Société et Politiques sociales » chez France Stratégie